La démocratie face à elle-même.

Pierre Rosanvallon, La contre démocratie : la politique à l'âge de la défiance, 2006.

Par Julie Alev Dilmaç



Dans « La Démocratie inachevée » paru en 2000, l'historien Pierre Rosanvallon présentait la démocratie comme un processus inachevé, incapable de définir clairement les limites de la souveraineté du peuple, mais aussi comme une expérience historique active, une aventure indéterminée. Avec « La contre-démocratie », il poursuit l'histoire philosophique de la démocratie en France commencée en 1992 dans « Le sacre du citoyen », et poursuivie en 1998 dans « Le peuple introuvable ».

Dans ce nouvel ouvrage, Pierre Rosanvallon s'intéresse à la capacité d'organisation de la société civile, qui est, selon lui, une des causes du déclin de la volonté politique qui se trouvait au coeur de l'idéal démocratique depuis la Révolution française. Les désillusions des citoyens face aux gouvernements et l'érosion de la confiance envers les dirigeants semblent être les éléments précurseurs de l'émergence de ce qu'il nomme « la société de la défiance ». Celle qu'il définit comme étant « la forme de démocratie qui contrarie l'autre, […] la démocratie de la défiance organisée face à la démocratie de la légitimité électorale » (p. 16), a longtemps été appréhendée comme la preuve d'un malaise social. Or, pour l'auteur, ces manifestations sont plutôt le reflet d'une

prise de pouvoir et de parole de la société.

La société de la défiance.

Deux types distincts de défiance sont cernés par l'auteur. Le premier, reposant sur la limitation du pouvoir par les règles établies par la Constitution, représente une méfiance face à un pouvoir trop étendu. Le second type, en revanche, plus démocratique, peut être considéré comme plus social du fait de son émergence dans les médias, ong et groupes de citoyens. C'est un pouvoir d'alerte. Or, à travers cette vigilance excessive, le citoyen diabolise le pouvoir qu'il considère comme extérieur à la société, sans tenter de lui apporter des modifications. Les formes de défiance positive se transforment alors en une défiance négative, à l'affût du moindre faux pas.

Selon Pierre Rosanvallon, trois facteurs sont à l'origine de l'émergence d'une *société de défiance.* Tout d'abord, l'avènement de la « Société du risque » décrite par Ulrich Beck (2001) semble renforcer le sentiment d'impuissance des individus et contribue à l'élaboration d'une vague de méfiance à l'égard des promesses non tenues par les élus des sociétés démocratiques. L'ouverture des frontières, la mondialisation de l'économie et l'imprévisibilité qu'elles entraînent renforcent par ailleurs les inquiétudes des individus. Enfin, se référant à Michael Walzer, l'auteur ajoute un troisième facteur celui de la « société d'éloignement », dénonçant l'effritement de la confiance interpersonnelle corrélée à la défiance vis-à-vis des gouvernements.

Partant de ces mutations économiques et sociologiques, Rosanvallon discerne alors trois dimensions de la contre-démocratie : la surveillance, l'empêchement et le jugement.

La surveillance du politique par les citoyens.

Avec l'avènement du droit de suffrage, les citoyens ont obtenu un droit de regard sur la politique. Or, celui-ci s'est révélé insuffisant pour contraindre les élus à suivre leurs engagements. Cet échec a donc contribué à l'émergence de divers moyens d'action indirects destinés à préserver la démocratie, dont la vigilance,

la dénonciation et la notation. C'est à travers ces modes que l'auteur dessine l'image d'un citoyen non pas passif mais au contraire à la limite de la « toute puissance » pouvant, à travers la mise à jour de scandales, démolir à tous moments la réputation des élus. Subissant cette pression et connaissant les répercussions possibles d'une telle étiquette, les hommes politiques tentent d'éviter faux pas et critiques susceptibles de nuire à leurs carrières en omettant leur objectif principal : la garantie d'un monde meilleur pour l'avenir.



Le peuple-veto.

Bien que les figures des résistants, dissidents et rebelles aient perdu leur crédibilité sur la scène politique, les mouvements de contestation (manifestations, mouvements d'opinion…) sont de plus en plus présents dans l'espace public et leur efficacité sur les décisions politiques ne peut être contestée.

Or, ces moyens de protestation ne s'arrêtent pas à la simple descente dans les rues. Ainsi, le droit de suffrage semble avoir contourné son but ultime qui est l'expression d'un choix politique d'une nation. Il ne s'agit plus de voter pour l'élu que nous désirons voir à la tête du pays mais plutôt contre celui que nous ne voulons pas voir. Il ne s'agit pas d'un choix, mais d'une élimination. Cette démocratie que nous pouvons désigner comme négative est en fait, pour Rosanvallon, une réponse aux désillusions des citoyens.

Le peuple-juge.

L'auteur souligne la fusion croissante des pouvoirs politiques et judiciaires. Dans ce contexte, il incombe aux citoyens de mettre à l'épreuve les actions politiques et de faire basculer le système établi.

Prenant pour exemple la politique d'Athènes, Rosanvallon souligne deux sortes de procès : les procédures d'invalidation de décrets (*graphe paromon*) et celles de dénonciation (*eisangelia*). La première permet au citoyen de dénoncer un décret qu'il juge injuste pour la Cité. C'est un retour sur la décision prise à travers le vote, un moment correcteur, complémentaire permettant d'améliorer les lois et de protéger le peuple contre lui-même. Il s'agit ici d'une relation de complémentarité et de réciprocité entre les citoyens et les gouvernants, visant à perpétuer l'ordre social.

En ce qui concerne l'*impeachment* anglais et le *recall* américain, ils renvoient tous deux à une procédure visant la révocation des élus. Les citoyens deviennent alors des juges, capables de sanctionner, et ne sont plus seulement des électeurs. Là encore, face à cette situation d'alerte continue, les gouvernants cherchent à éviter toute situation désobligeante, les poussant à en oublier même l'écoute des électeurs. Pour l'auteur, ceci souligne l'avènement des démocraties d'imputation, au détriment des démocraties de confrontation et de représentation.

La démocratie impolitique.

Face au scepticisme généralisé, le citoyen devient un consommateur politique de plus en plus exigeant ; or, cette effervescence ne vient pas d'un désir de conquête du pouvoir mais au contraire, d'une volonté de le parasiter.

Face à une société civile de plus en plus interventionniste, le but de la démocratie semble être contourné : l'objectif est de trouver les failles du système et non plus de le modifier pour le rendre viable. Cette émergence d'une démocratie indirecte, qualifiée d'impolitique par l'auteur, poussée à l'extrême, représente un danger car elle débouche sur le populisme, concept contraire à la

démocratie pure.

En guise de solution, Rosanvallon propose de repolitiser la démocratie, ce qui permettrait aux individus de retrouver la volonté de construire un monde commun, ceci n'étant possible qu'à travers la re-symbolisation du politique. Contre l'émiettement et l'éclatement pouvant mener à sa disparition, la société doit « se réfléchir » à travers un retour sur elle-même. La démocratie, elle, doit développer un monde lisible, c'est-à-dire munir le politique d'une dimension cognitive afin de créer du sens, permettant ainsi au citoyen, acteur et spectateur, de se tourner vers l'avenir pour un but commun. L'important est la représentation que la société se fait d'elle-même, ceci n'étant possible qu'avec la collaboration de la vision politique, intellectuelle et la prise de conscience de l'individu de son rôle incontestable dans la construction d'un monde commun. Repolitiser la démocratie signifie alors redonner forme et sens au politique, organiser une collectivité selon des règles justes et éclairer le système d'interaction, créateur des divergences, pour provoquer une réflexion sur les obstacles afin de mieux y répondre.

Le titre du livre peut porter cependant à confusion : le fait que la Cité exprime son opinion, qu'il soit en accord ou en divergence avec les propos des gouvernants et qu'il s'exprime à travers le droit de vote ou les manifestations, se doit d'être pris en compte et représente l'essence même de la démocratie. La défiance est un des éléments faisant partie de ce système de gouvernement, elle en est la résultante. Plus de démocratie suppose nécessairement plus de suspicion, mais surtout plus de possibilités d'exprimer son désaccord. Nous ne devons pas perdre de vue que même sous ces formes de comportements face aux gouvernances, le citoyen n'est pas dépolitisé. Au contraire, il exprime son opinion de manière plus formelle. Nous sommes loin du mythe du citoyen passif dépeint à travers les théories déplorant l'apolitisation ou le retour de l'individu vers la sphère privée.

Pierre Rosanvallon, *La contre démocratie : la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

Résumé

Dans « La Démocratie inachevée » paru en 2000, l'historien Pierre Rosanvallon présentait la démocratie comme un processus inachevé, incapable de définir clairement les limites de la souveraineté du peuple, mais aussi comme une expérience historique active, une aventure indéterminée. Avec « La contre-démocratie », il poursuit l'histoire philosophique de la démocratie en France commencée ...

Bibliographie

Ulrich Beck, *La Société du risque*, Sur la voie d'une autre modernité, Paris, Aubier, 2001

Pierre Rosanvallon, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Bibliothèque des idées, Paris, Gallimard, 2000.

? , *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Bibliothèque des idées, Paris, Gallimard, 1998.

? , *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992.